Crise financière et cycles économiques

On dit souvent que le capitalisme est synonyme de crise, qu'il se nourrit des crises, ou encore que sa « faculté d'adaptation » est sans limites, laissant ainsi entendre qu'il est indestructible. En réalité, il faut distinguer les crises cycliques, conjoncturelles, et les crises systémiques, structurelles, comme celles qui ont eu lieu entre 1870 et 1893, lors de la Grande Dépression de 1929-1930, ou encore entre 1973 et 1982, lorsqu'un chômage structurel a commencé à apparaître dans les pays occidentaux.

Les cycles économiques, qui ont été décrits par des économistes comme Nicolas Kondratieff (mort en 1930) ou Joseph Schumpeter (mort en 1950), s'inscrivent dans ce que l'historien Fernand Braudel appelait le temps de la « longue durée ».

Les cycles mis en évidence dès 1926 par Kondratieff sont des cycles de l'ordre de 40 à 60 ans, qui se décomposent en deux phases. Dans la phase ascendante, les profits sont fondamentalement générés par la production, tandis que dans la phase B, le capitalisme, pour continuer à faire augmenter les profits, doit se financiariser. Les capitaux deviennent de plus en plus des titres de spéculation sur l'avenir, perdant leur fonction d'investissements nécessaires au travail.

La phase A, caractérisée par l'invention et la diffusion d'innovations nombreuses, s'accompagne progressivement d'un excès d'investissements, réalisé pour faire face à la concurrence, ce qui provoque une hausse des prix et des taux d'intérêts, prélude à un retournement du cycle. Dans la phase B, descendante, on assiste à un endettement massif tant de la part des Etats que des ménages. Parallèlement à la suraccumulation du capital, le renforcement du pouvoir financier devient le levier déterminant de toute stratégie visant à augmenter la rentabilité du capital.

Au stade final, les « bulles » spéculatives explosent les unes après les autres, le chômage augmente, les faillites se multiplient, etc. Dans un climat de destruction générale de la valeur (élimination des stocks, fermeture des entreprises et des filières les moins rentables), l'économie se retrouve en état de déflation réelle. Le système devient alors chaotique et incontrôlable, les troubles politiques et sociaux venant encore aggraver la situation.

Nombre d'économistes pensent que nous sommes aujourd'hui dans la phase B d'un cycle entamé il y a environ 35 ans, et que la crise financière actuelle est bien une crise structurelle,

correspondant à une rupture de la cohérence dynamique de l'ensemble du système. Venant après les crises pétrolières de 1973 et 1979, la crise de la dette bancaire des pays en voie de développement de 1982, la crise du marché des actions et des taux d'intérêt de 1987, la récession américaine de 1991, la crise asiatique de 1997, l'explosion de la bulle des valeurs Internet de 2001, cette crise, beaucoup plus forte que les précédentes, est en tout cas la plus grave que l'on ait connue depuis les années trente. D'autant qu'elle se déroule dans un univers désormais mondialisé.

D'une part, bien entendu, la mondialisation permet la transmission « virale », quasi instantanée, des crises financières qui surgissent en l'un ou l'autre point de la Terre (d'où la transmission brutale de la crise hypothécaire américaine aux marchés européens). D'autre part, elle permet également aux capitaux de circuler sans contrôle d'un bout à l'autre de la planète. Elle donne ainsi aux marchés financiers, eux aussi mondialisés, une position dominante, ce qui renforce la financiarisation du capital par rapport à l'économie réelle : la monnaie n'étant plus émise proportionnellement à la richesse créée (la somme des biens et des services produits), d'immenses masses financières virtuelles tournent à une vitesse croissante autour du globe à la recherche d'un investissement rentable ou d'une incarnation durable.

Mais la mondialisation, c'est aussi le poids croissant des « pays émergents » : Inde, Asie orientale, Russie, Amérique latine. Depuis sa naissance, le capitalisme s'est toujours nourri du différentiel de richesse entre le centre et les périphéries. Aujourd'hui, les périphéries tendent à remettre en cause le « consensus de Washington » fondé sur la privatisation, la dérégulation et la libre circulation des marchandises et des hommes. La mondialisation limite par là les possibilités d'accumulation infinie du système, en sorte que l'« économie monde » (la « gouvernance financière » mondiale) a toujours plus de difficultés à en contrôler le coût.

L'un des traits dominants du « turbo-capitalisme », correspondant à la troisième vague de l'histoire du capitalisme, est le pouvoir accru donné aux détenteurs du capital, et plus particulièrement aux actionnaires, qui sont aujourd'hui les véritables propriétaires des sociétés cotées en Bourse. Désireux d'obtenir un rendement maximal aussi rapide que possible de leurs investissements, les actionnaires poussent à la compression des salaires et à la délocalisation opportuniste de la production vers des pays émergents où la hausse de la productivité va de pair avec de bas coûts salariaux. L'augmentation de la valeur ajoutée profitant aux revenus du capital plus qu'aux revenus du travail, la déflation salariale se traduit par la stagnation ou la baisse du pouvoir d'achat, et la diminution de la demande solvable globale. Il en résulte une paupérisation relative des classes populaires et des classes moyennes qui, dans l'espoir de maintenir leur niveau de vie, n'ont d'autre ressource que de s'endetter, alors même que leur solvabilité diminue.

C'est précisément ce qui s'est passé aux Etats-Unis, où le surendettement des ménages a aujourd'hui pratiquement atteint le niveau du produit intérieur brut (PIB).

L'effondrement du système soviétique a résulté dans le passé d'un crise systémique. Peut-il en aller de même du système capitaliste ? Certains le pensent, tel par exemple l'économiste Immanuel Wallerstein, pour qui « nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste », car le capitalisme ne parvient plus à « faire système », c'est-à-dire à retrouver l'équilibre après avoir trop dévié de sa situation de stabilité.

Wallenstein va jusqu'à évoquer une période de transition comparable à celle qui a vu l'humanité européenne passer du système féodal au système capitaliste.

D'autres, moins radicaux, pensent néanmoins que nous sommes confrontés à la fois à une crise du système financier, à une crise de la mondialisation conçue sur le modèle de la dérégulation généralisée, et à une crise de l'hégémonie américaine, la confiance dans le dollar étant désormais atteinte. George Soros, au printemps dernier, le disait sans ambages : « Le monde fonce vers la fin de l'ère du dollar ».

Il est à prévoir en tout cas que la crise économique va durablement se maintenir, avec une récession (voire une dépression) aux Etats-Unis et un très fort ralentissement en Europe, ce qui provoquera une remontée du chômage. Il devrait en résulter une baisse importante des profits, qui se répercutera inévitablement sur les marchés et les cours de la Bourse. Le lien entre l'économie spéculative et l'économie réelle est en effet bien réel, les entreprises dépendant fortement du système bancaire, ne serait-ce que pour le crédit dont elles besoin pour leurs investissements. Or, la crise fait que les banques, fragilisées par l'accumulation de mauvaises dettes issues de l'immobilier, réduisent aujourd'hui brutalement leurs crédits (c'est le « *credit-crunch* »).

Les grands crises financières sont comme les tremblements de terre : après la grande secousse initiale, il faut s'attendre à des « répliques » échelonnées dans le temps. En clair : après la phase d'impact, on assiste à la mise en place d'un processus « en spirale » dont les effets cumulatifs peuvent déboucher sur des crises globales. Les vraies conséquences de la crise actuelle devraient se faire sentir entre 2010 et 2013.

Alain de Benoist

(17 octobre 2008)